

CHRONIQUE

Métiers en pénurie...
de logique

■ **Avoir à la fois beaucoup de chômage et d'emplois vacants semble absurde. Mais la logique a ses exigences politiques.** Etienne De Callatay
Chroniqueur.

Côté éco

Le gouvernement fédéral belge a placé la question des emplois vacants, aussi dénommés métiers en pénurie, en haut de son agenda socio-économique. Cela semble logique: n'y a-t-il pas un paradoxe hautement dommageable à voir le marché du travail simultanément compter encore quelque 430 000 chômeurs complets indemnisés quand tant d'entreprises ne parviennent pas à recruter à la mesure de leurs besoins? Il est question de 140 000 emplois vacants et du taux de vacance le plus élevé de la zone euro.

Un meilleur "appariement" entre offre et demande de travail serait doublement profitable. Il permettrait de faire baisser le chômage et simultanément, pour les entreprises, de produire plus et mieux, créant davantage de valeur ajoutée.

Sous la bannière d'une réponse aux métiers en pénurie, le gouvernement a donc élaboré une batterie de mesures. Et ici, une observation simplissime s'impose.

La loi de l'offre et de la demande est a priori la base de l'économie de marché, avec les prix comme variable d'ajustement pour conduire à l'équilibre. Si la demande pour, disons, le blé dépasse l'offre, son prix monte... et il baisse quand c'est l'offre qui est excédentaire. De la sorte, l'économie

va vers l'équilibre: face à une pénurie, la hausse des prix à la fois stimule la production et dissuade une partie des candidats à l'achat. Et il n'est pas besoin que les pouvoirs publics interviennent en la matière.

Sur le marché du travail, s'il y a un manque de professionnels dans tel ou tel métier, il faudrait que leur prix, c'est-à-dire leur salaire, augmente. En d'autres termes, s'il y a un problème de pénurie de main-d'œuvre, les entreprises n'ont qu'à s'en prendre à elles-mêmes: il leur suffit d'augmenter suffisamment le salaire pour les emplois.

Il y a ici un paradoxe dans le paradoxe. En effet, n'est-il pas paradoxal de voir un gouvernement qui se positionne comme libéral ne pas tabler sur la solution libérale au problème des emplois vacants, à savoir laisser opérer le libre jeu des acteurs économiques, et opter pour l'interventionnisme public? Attend-on d'un gouvernement libéral qu'il vienne avec des carottes et des bâtons, sous forme de mesures fiscales et de règles additionnelles, usuellement présentées comme sources de distortions et de complexité, là où le seul mécanisme du marché suffirait?

Il est un autre problème de logique, à savoir que le marché du travail n'est pas similaire au marché d'un bien ou service ordinaire, et donc

que le traitement des pénuries n'est pas qu'une question de prix et donc de salaire.

Parmi les spécificités du travail, il y a d'abord la dimension humaine et sociale du travail. Il y a ensuite les inerties, liées à la formation et à l'expérience, qui freinent les reconversions. Il y a aussi les mécanismes fiscaux et sociaux qui réduisent les écarts de revenus entre métier en pénurie, autre métier et chômage, et donc affectent le mécanisme des prix. Il y a encore que le salaire n'est pas la seule variable d'ajustement. Des emplois peuvent être difficiles à pourvoir pour de multiples raisons: des conditions de travail pénibles, une image publique négative, un employeur réticent à offrir la formation nécessaire, la discrimination, la mobilité difficile, la conciliation problématique avec la vie privée.

Il est encore un problème de logique lorsque sous le motto de s'atteler aux métiers en pénurie sont prises des mesures qui ne s'y rapportent pas. Ainsi, on peut souhaiter réduire le poids de l'ancienneté dans la formation des salaires, mais en quoi cela va-t-il contribuer à résorber le nombre d'emplois vacants?

Qu'en cette période de vacances, l'on parle d'autres vacances est une bonne chose... mais que ce soit sans prendre congé avec la logique.